

## DÉCRYPTAGE //

Des sites français en concurrence.

## L'automobile tricolore en quête de compétitivité

Maxime Amiot  
mamiot@lesechos.fr

Après Renault et PSA, Smart est le troisième constructeur implanté en France à vouloir revoir l'organisation de son temps de travail. En 2013, Renault avait conclu un vaste accord de compétitivité, signé par trois syndicats, prévoyant différents efforts sociaux, dont le gel des salaires et une augmentation du temps de travail dans les usines, pour le ramener aux 35 heures (nombre d'entre elles étant en dessous). De même, chez PSA, une plus grande modulation de l'organisation du temps de travail (temps de travail supplémentaire en cas de non-qualité, prise de RTT plus cadrée...) avait été mise en place fin 2013. D'autres accords ont aussi été signés chez Bosch, Faurecia ou Michelin (lire ci-contre).

L'objectif de ces plans : stopper le décrochage structurel de la compétitivité des usines françaises. En 2013, Renault avait pointé auprès de ses syndicats le décalage entre le temps de travail de ses sites français (sous la barre des 1.500 heures annuelles à l'époque) et d'autres sites comme Novo Mesto, en Slovénie (1.650 heures par an), Tanger, au Maroc (plus de 1.950 heures) ou Bursa, en Turquie (2.050 heures). Même chose sur le coût du travail, pour des sites d'assemblage comme Sandouville et Flins, qui flirte avec les 50.000 euros par salarié, charges sociales comprises, contre environ 35.000 en Espagne (Palencia, Valladolid) et près de 11.000 euros pour Pitesti (Roumanie).

## Délocalisation vers des pays à bas coût

Alors que les usines d'un même constructeur ou équipementier sont systématiquement mises en concurrence pour l'attribution d'un nouveau modèle ou contrat, ces décalages ne pouvaient durer. D'autant que les usines françaises ont vu leur compétitivité plonger du fait de la baisse des volumes qui leur ont été confiés ces dernières années, dans le sillage des difficultés des constructeurs durant la crise de 2008, de leur localisation grandissante à l'international et de la délocalisation d'une partie de la production européenne vers des pays à bas coût. En 2014, PSA et Renault ont produit 1,5 million de voitures et utilitaires en France, soit 1 million de moins qu'en 2007... L'année dernière, Renault n'a fabriqué que 533.000 véhicules dans l'Hexagone, contre 1,3 million de véhicules en Espagne, au Maroc, en Roumanie, en Slovaquie et en Turquie...

Ces accords seront-ils suffisants pour rétablir l'attractivité du site France ? En contrepartie des efforts demandés, Renault a garanti une production nationale de 710.000 voitures pour l'année 2016, tandis que PSA cible le million d'unités. La reprise actuelle du marché européen permet aussi de remonter la pente : au premier semestre 2015, la production des deux constructeurs a grimpé de 7,7 %. Pas suffisant toutefois pour retrouver les volumes de production d'avant la crise. ■

## Eolien en mer : coup dur pour EDF sur le marché britannique

## ÉNERGIE

Londres a rejeté un grand projet de ferme éolienne de l'électricien français, au large des côtes anglaises.

Vincent Collen  
vcollen@lesechos.fr  
— Correspondant à Londres

C'est un sérieux revers pour EDF sur l'un de ses marchés phares, le Royaume-Uni. Vendredi, le gouvernement britannique a officiellement refusé d'agréer le projet de ferme éolienne en mer de Navitus Bay présenté par l'électricien français, en association avec le néerlandais Eneco. Les considérations environnementales l'ont emporté. Dans sa décision, le ministère de l'Énergie estime que les installations auraient nui à la protection du paysage. Il est vrai que le projet concernait l'une des zones les plus touristiques d'Angleterre, la Côte jurassique, au large de Bournemouth, dans le sud du pays, non loin de l'île de Wight. Cette portion du littoral de la Manche est inscrite au Patrimoine mondial de l'Unesco.

**Projet déjà revu à la baisse**  
EDF avait pourtant accepté de réduire ses ambitions pour avoir plus de chances de l'emporter. En fin d'année dernière, le groupe français et son partenaire néerlandais avaient soumis un projet

moins ambitieux aux autorités. Au lieu de couvrir 155 km<sup>2</sup>, la ferme éolienne de Navitus Bay ne se serait étendue que sur 79 km<sup>2</sup>. Les turbines auraient été installées à 19 km de la côte, 5 km plus loin que dans le projet initial. Même réduit à 78 turbines – au lieu de 194 –, l'investissement aurait permis la production de 630 MW d'électricité, selon EDF. De quoi alimenter 700.000 foyers britanniques. EDF et Eneco avaient prévu d'investir 3 milliards de livres (4 milliards d'euros) et 2 milliards de plus (2,7 milliards d'euros) sur la durée de vie du projet, évaluée à vingt-cinq ans.

## Un lobbying intensif

Ces aménagements n'ont pas suffi à convaincre l'exécutif. Ces derniers mois, les députés de la région, presque tous conservateurs comme le gouvernement, ont mené un lobbying intensif contre le projet, de même que les collectivités locales concernées et les associations de protection de l'environnement. Sajid Javid, l'une des étoiles montantes du Parti conservateur, a estimé il y a quelques mois que la ferme éolienne de Navitus Bay serait une « tragédie » pour la région.

Les rumeurs d'une décision négative avaient été rapportées par la presse britannique ces derniers jours. Le choix du gouvernement a néanmoins étonné certains observateurs dans un pays jusqu'à présent très favorable au développement de l'éolien en mer. Le Royaume-Uni est de loin le leader mondial dans ce domaine. « Ce pro-



Le gouvernement britannique a estimé que la ferme éolienne de Navitus Bay aurait nui à la protection du paysage. Photo Shutterstock

jet aurait pu apporter 1,6 milliard de livres [2,3 milliards d'euros] à l'économie de la région et créer jusqu'à 1.700 emplois », a regretté RenewableUK, qui défend les intérêts du secteur éolien en Grande-Bretagne.


La filiale britannique d'EDF a pris acte de la décision. Elle souli-

gne qu'elle « reste engagée dans les énergies renouvelables au Royaume-Uni » avec 28 projets en opération et 4 autres en construction ou sur le point de démarrer. Le projet n'étant qu'au stade des autorisations, le coût de son annulation pour EDF n'est pas significatif, souligne-t-on au sein du groupe. ■

## Eolien terrestre : 10.000 MW raccordés en France

Le parc éolien français a franchi le cap des 10.000 mégawatts (MW) éoliens raccordés, a annoncé samedi le Syndicat des énergies renouvelables (SER). L'ensemble de ces éoliennes permet désormais d'alimenter en électricité un peu plus de 6 millions de foyers, soit plus que l'équivalent de la population de la région Ile-de-France. Le SER souligne que, en 2009, la France s'était fixé comme objectif intermédiaire « l'installation, à terre, de 10.500 MW au 31 décembre 2012 pour atteindre, à l'horizon 2020, 19.000 MW ». Le calendrier prévu a connu un décalage de trois années. « Ce retard est dû à l'existence de freins de plusieurs natures, dont bon nombre ont été levés », estime le SER. « Des mesures de simplification administrative et la sécurisation du tarif d'achat éolien » ont permis un redémarrage de la filière. En 2014, un peu plus de 1.000 MW ont été raccordés en France.

## AVIS FINANCIERS



**Résultats semestriels 2015**  
*Anteuil, le 14 septembre 2015*

**DELFINGEN, un équipementier automobile mondial, leader dans les solutions de protection des réseaux embarqués et les tubes pour transfert de fluides.**

**Une présence dans  
18 pays**

**33 sites  
R&D, Logistique,  
Production et Ventes**

**Croissance du chiffre d'affaires et progression des résultats**

Comptes audités - En M€	S1 2015	S1 2014
Chiffre d'affaires <sup>(1)</sup>	88,8	77,0
Ebitda <sup>(1)</sup>	8,6	6,2
Résultat opérationnel <sup>(1)</sup>	5,9	4,0
Résultat des activités poursuivies <sup>(1)</sup>	3,8	2,3
Résultat des activités abandonnées	-0,2	0,2
Résultat net par du groupe	3,5	2,4
Endettement financier net	34,0	28,4
Capitaux propres	51,7	41,7

<sup>(1)</sup> Hors activités abandonnées

**Chiffre d'affaires**  
**+ 15 %**  
+ 2,9 % à périmètre et change constants

**EBITDA**  
**+ 37 %**  
Soit 9,7 % du CA

**Résultat opérationnel**  
**+ 49 %**  
Soit 6,7 % du CA

**Résultat net part du groupe**  
**+ 46 %**  
Soit 4,0 % du CA

Le chiffre d'affaires progresse de + 15 % hors activités abandonnées soit + 2,9 % à périmètre et taux de change constants.

Les ventes de la division Automobile progressent de 18 % soit 5,4 % à périmètre et taux de change constants, surperformant la hausse de la production automobile mondiale qui s'établit sur la même période à + 0,9 %. Les ventes sont particulièrement dynamiques en Asie (+ 24 %) et dans le domaine des transferts de fluides (+ 55 %).

Les ventes de la division Marchés de Spécialités sont stables et en retrait de 10 % à périmètre et taux de change constants. Les ventes sont pénalisées par un contexte de marché défavorable particulièrement dans les industries électriques.

DELFINGEN a arrêté son activité de tubes pour le bâtiment et l'habitat au 2<sup>nd</sup> trimestre 2015. Les ventes sont de 1,4 M€ au premier semestre 2015 (contre 2,9 M€ sur la même période de 2014). Conformément à l'IFRS 5, les résultats de cette activité ont été reclassés sur la ligne « activités abandonnées ».


Le résultat opérationnel progresse de 49 % principalement sous l'impact de l'amélioration de la marge brute et de la bonne maîtrise des dépenses et de la masse salariale. Le résultat net part du groupe progresse de 46 % pour atteindre 4 % du chiffre d'affaires.

La dette financière nette est en hausse à 34 M€ du fait de l'augmentation du BFR (4,7 M€), des investissements opérationnels (5,4 M€) et d'acquisitions immobilières (2,7 M€).

Sur la base d'une hausse de la production automobile mondiale de 3 % sur l'année 2015, et de prix matières et taux de change en ligne avec la situation actuelle, DELFINGEN maintient ses objectifs d'une croissance supérieure à celle du marché et d'une amélioration de sa performance opérationnelle par rapport à 2014.

**DELFINGEN, un équipementier automobile mondial, leader dans les solutions de protection des réseaux embarqués et les tubes pour transfert de fluides.**

NYSE Alternext Paris - Code ISIN : FR 0000054132 - Mnémonique : ALDEL  
 Prochain communiqué : 13/11/2015 - Chiffre d'affaires du 3<sup>ème</sup> trimestre 2015  
 Contact : M. Christophe CLERC : +33 (0)3.81.90.73.00 - www.delfingen.com  
 Le communiqué complet ainsi que toute l'information financière du Groupe DELFINGEN sont disponibles sur le site www.delfingen.com



Madame, Monsieur,  
Cher Actionnaire,  
Réuni le 10 septembre 2015 à Paris sous la présidence de Monsieur François NUSSE, le Conseil d'Administration d'EXACOMPTA CLAIREFONTAINE a examiné et arrêté les comptes du Groupe au 30 juin 2015.

**Résultats consolidés**

(en milliers d'euros)	1 <sup>er</sup> semestre 2015	1 <sup>er</sup> semestre 2014
Produit des activités ordinaires (C.A.)	277 033	265 549
Résultat opérationnel	5 765	1 734
Résultat net avant IS	6 801	1 980
Résultat net après IS	4 700	751
dont part des minoritaires	95	-9
Part du groupe	4 605	760

• Le résultat opérationnel du 1<sup>er</sup> semestre 2014 était impacté d'une dépréciation de goodwill de 2 000 K€. • L'application IFRIC 21 au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2015 est estimée à 1 030 K€ ce qui ramènera le résultat net après IS de 4 700 à 3 670 K€. La détermination de l'impact définitif est en cours et figurera dans le rapport financier semestriel publié ultérieurement.

**Information sectorielle (hors effets IFRIC 21)**

(en milliers d'euros)	France	Zone Europe	Hors Europe	Total
Produit des activités ordinaires (Chiffres d'affaires)	176 316	84 614	16 103	277 033

(en milliers d'euros)	Papier	Transformation	Opérations inter-secteurs	Total
Produit des activités ordinaires (Chiffres d'affaires)	137 545	207 708	-68 220	277 033
Résultat opérationnel	5 131	683	-49	5 765

L'activité d'Exacompta Clairefontaine comporte 2 secteurs :

**Papier**  
En Europe, le tonnage livré de papiers d'impression et d'écriture, non couchés, s'est accru de 1,5 % par rapport au premier semestre 2014. La baisse de la valeur de l'Euro par rapport aux autres monnaies a en effet favorisé les exportations. Par ailleurs, la fermeture récente d'unités de production a permis une meilleure utilisation des capacités. Cette situation a bénéficié à nos usines, mais notre rentabilité dans ce secteur a été pénalisée par la hausse relative de l'US Dollar, devise dans laquelle sont cotées les pâtes à papier que nous achetons.

Le chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> semestre augmente de 1,3 %. Le résultat opérationnel s'élève à 5 131 K€ au 30 juin 2015 contre 7 092 K€ au 30 juin 2014.

**Transformation**  
La tendance de la consommation en France d'articles de papeterie se situe à environ -1% d'une année à l'autre. La demande professionnelle qui semblait plus touchée que la consommation des ménages, s'est redressée au mois de juin (source I+C).

Les résultats obtenus par nos départements intervenant dans ce secteur sont donc liés à leurs efforts permanents de promotion qualitative des produits de marque ainsi qu'à des diversifications qui restent cohérentes par rapport à notre savoir-faire.

Le chiffre d'affaires du 1<sup>er</sup> semestre augmente de 7 %. Le résultat opérationnel s'élève à 683 K€ au 30 juin 2015 contre -136 K€ au 30 juin 2014.

**Résultat financier du Groupe**  
Au 30 juin 2015, le chiffre d'affaires est de 277 033 K€. L'endettement financier du Groupe s'élève à 121 259 K€ et les capitaux propres à 376 649 K€.

Le Groupe Exacompta Clairefontaine a négocié des lignes de crédit avec ses partenaires bancaires. Le Groupe a également émis un montant total de 50 000 K€ de billets de trésorerie à la clôture du 1<sup>er</sup> semestre, sur un programme de 125 000 K€.

Le Groupe dispose d'une trésorerie de 68 659 K€ au 30 juin 2015, son endettement net s'élève à 52 600 K€.

**Perspectives**  
Du fait de la hausse des prix de pâtes, notre politique d'évoluer systématiquement vers des papiers et articles de haut de gamme se trouve renforcée. Parallèlement, un réajustement de nos prix de ventes est absolument nécessaire. Les remous monétaires qui agitent le monde durant cet été rendent difficiles des prévisions précises pour l'ensemble de l'exercice. Notre résultat consolidé devrait être compris entre ceux de 2013 et de 2014, soit entre 4,3 et 11,2 M€.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Responsable de la communication financière  
M. Jean-Marie NUSSE  
jean-marie.nusse@clairefontaine.com